

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**DOTATION 2023 (1ÈRE AFFECTATION EN FONCTIONNEMENT) AU GIP GENOPOLE - MARCHÉS DE
PRESTATIONS**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
Annexe 1 - Avenant n°2 à la Convention d'Objectifs et de Moyens entre le GIP Genopole et la Région	9
Annexe 2 - Avenant à la convention 21008964 - Prix Pépité 2021	13

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objectif d'affecter :

- une première dotation annuelle pour le fonctionnement du GIP Genopole, calculée sur la base de 70% maximum de la subvention 2023, soit un montant de 2 555 484 € et d'adopter un avenant à la convention triennale d'objectifs et de moyens.
- 130 000 € en vue de la reconduction du programme « Paroles de chercheuses et de chercheurs »,
- 40 000 € d'autorisations d'engagement nécessaires aux événements de communication et de visibilité,

Il est par ailleurs proposé divers avenants.

1. La contribution 2022 de la Région au fonctionnement du GIP Genopole

Le présent rapport a pour objet d'affecter **2 555 484 €** au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Genopole correspondant à la première partie de la contribution régionale 2023 (soit 70% de la subvention 2023) au budget de fonctionnement du GIP Genopole.

Il est rappelé que le montant prévisionnel de la dotation 2023 à hauteur de 3 650 692 €, a précédemment été défini dans la convention d'objectifs et de moyens 2021-2023 signée entre la région Île-de-France et le GIP Genopole et adoptée en commission permanente du 18 novembre 2020 (CP 2020-492).

L'objectif était en effet de permettre au GIP Genopole de bénéficier d'une perspective pluriannuelle sur ses ressources de fonctionnement et à la Région de disposer d'une meilleure lisibilité des besoins et de l'utilisation des ressources mises à disposition du pôle pour son développement. Ainsi, depuis sa création le 13 décembre 2001, le GIP Genopole, perçoit de la Région une dotation annuelle de fonctionnement ainsi que des subventions sur des actions ciblées en investissement.

2. Avenant à la convention d'objectifs et de moyens 2021-23 du GIP Genopole

Ce rapport propose l'adoption d'un avenant à la convention d'objectifs et de moyens liant la Région et le GIP Genopole pour la période 2021-2023 tel que présenté en annexe 1 à la délibération, afin de respecter les obligations liées à la certification ISO 37001 de la Région en matière de prévention de la corruption et du contrôle de probité

Il est également proposé d'ajouter un article additionnel pour satisfaire aux exigences de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

3. Marché de prestations intellectuelles en vue de la reconduction du programme « Paroles de chercheuses et de chercheurs » pour les années 2023-2024 et 2024-2025

Lancé à la rentrée scolaire 2020, le programme « Paroles de chercheuses et de chercheurs » a comme objectif d'organiser des interventions de chercheuses et chercheurs franciliens, destinées à faire découvrir aux lycéens, et en particulier aux lycéennes, la diversité des métiers de la recherche et des carrières scientifiques, qu'elles soient universitaires ou en entreprise.

100 interventions ont été organisées sur les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, dans des lycées publics répartis sur tout le territoire francilien qui en ont fait la demande auprès de la Région, et ce, malgré les difficultés liées au COVID19. Quelques-unes se sont tenues en distanciel

et se sont adressées au total à 5 673 élèves (dont 57% de lycéennes). 47 ont été réalisées par des chercheuses. Les thématiques retenues par les enseignants étaient les suivantes : Santé, Physique-Chimie, Sciences et Vie de la Terre, Sciences Humaines et Sociales, Maths.

Dans un souci de continuité et vue la qualité des objectifs atteints dans les années 2020-2022, ce rapport propose d'affecter une autorisation d'engagement de **130 000 €** en vue de relancer un marché de prestations intellectuelles destiné à accompagner la Région à mettre en œuvre ce projet dans les lycées franciliens pour les années 2023-2024 et 2024-2025.

4. Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement de communication

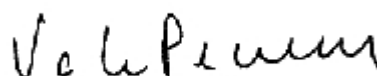
Ce rapport propose également d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **40 000 €**, afin de couvrir les dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements mis en œuvre en partenariat avec des acteurs franciliens de la recherche et de l'enseignement supérieur.

5. Avenant à la convention 21008964 - prix Pépité 2021

Par délibération n°CP 2021-353, la Région a attribué une subvention à la FNEGE dans le cadre du prix Pépité Ile-de-France 2021 co-financé avec Bpifrance. À la suite de la réduction du co-financement par Bpifrance au prix Pépité 2021 et au désistement de projets lauréats, le taux d'intervention s'en retrouve modifié. Il est ainsi proposé de modifier la convention et la fiche projet par un avenant présenté en annexe 2 à la présente délibération. Cette rectification est sans incidence budgétaire sur l'intervention régionale.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

DOTATION 2023 (1ÈRE AFFECTATION EN FONCTIONNEMENT) AU GIP GENOPOLE - MARCHÉS DE PRESTATIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 65-01 du 13 décembre 2001 modifiée portant création du GIP Genopole ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 portant adoption de la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche 2011-2016 ;

VU la délibération n° CR 39-13 du 26 septembre 2013 par laquelle la Région a approuvé les nouveaux statuts du GIP Genopole ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la première affectation 2015 en faveur du GIP Genopole et avenant n°1 à la constitution constitutive du GIP ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant approbation de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 « mise en œuvre de la stratégie #leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce » ;

VU la délibération n° CP 2017-446 du 20 septembre 2017 modifiée relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat étudiant ;

VU la délibération n° CP 2019-383 du 18 septembre 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n° CP 2020-492 du 18 novembre 2020 relative aux subventions d'investissement 2020 du GIP Genopole et à la convention d'objectifs et de moyens entre la région Ile-de-France et le GIP Genopole pour la période 2021-23 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 02 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-044 du 21 juillet 2021 portant adoption du règlement intérieur du conseil régional (mandature 2021-2028) ;

VU la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 portant révision de la charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2022-078 portant sur le règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021 modifiée portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la loi n° 2021-8141017 du 02 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU la délibération n° CR 2021-061 du 23 septembre 2021 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CP 2021-353 du 22 septembre 2021 relative notamment à la politique de soutien à l'entrepreneuriat étudiant ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Île-de-France 2022-2028 ;

VU la délibération n° CP 2022-355 du 23 septembre 2022 relative notamment à la seconde partie de la dotation en fonctionnement 2022 du GIP Genopole et à l'avenant n°2 à la constitution constitutive du GIP ;

VU la délibération n° CR 2022-067 du 09 novembre 2022 portant sur l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2023-2028 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-015 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien au GIP Genopole – fonctionnement 2023

Décide d'attribuer une première partie de la contribution 2023 au fonctionnement du GIP Genopole d'un montant de **2 555 484 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 555 484 €, disponible sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700107 « Projets d'innovation et de transfert de technologies », du budget 2023.

Article 2 : Modification par avenant de la convention triennale d'objectifs et de moyens 2021-23 entre la Région Ile-de-France et le GIP Genopole

Décide d'ajouter par avenant deux articles additionnels à la convention d'objectifs et de

moyens entre le GIP Genopole et la Région, l'un relatif aux obligations en matière de prévention de la corruption et du contrôle de probité, l'autre relatif aux obligations relatives à la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

Approuve l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens 2021-2023 entre la Région et le GIP Genopole présenté en annexe 1 de la délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 : Marché de prestations intellectuelles

Affecte une autorisation d'engagement de **130 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700305 « Sciences et société - culture scientifique et technique » du budget 2023, en vue d'un marché de prestations, destiné à la reconduction du programme « Paroles de chercheuses et de chercheurs » pour les années 2023-2024 et 2024-2025.

Article 4 : Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement de communication

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **40 000 €**, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700304 « Evaluations, études, actions support y compris CSR » du budget 2023, pour couvrir principalement des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur, ainsi que des prestations pour la réalisation d'études dans le domaine de la recherche et du transfert de technologie en Île-de-France.

Article 5 : Avenant à la convention 21008964 – prix Pépite 2021

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°21008964, tel que présenté en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve la modification de la fiche projet n°21008964 jointe en annexe 2 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Avenant n°2 à la Convention d'Objectifs et de Moyens entre le GIP Genopole et la Région

**AVENANT n°2 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2021-23
ENTRE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE ET LE GIP GENOPOLE**

La Région d'Ile-de-France

sise 2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
habilitée par la délibération n° CP 2023 - 015 du 25 janvier 2023,
ci-après dénommée la **Région**

d'une part,

et

Le Groupement d'Intérêt Public, **GIP Genopole**
SIRET n° 189 100 142 00018 APE 731Z
sis au 5, rue Henri Desbruères – 91030 EVRY-COURCOURONNES Cedex
représenté par son Directeur général, **Monsieur Gilles TRYSTRAM**
ci-après désigné le **GIP**

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2020-492 du 18 novembre 2020, la Région a adopté la convention d'objectifs et de moyens 2021-23 fixant le contenu et les modalités de collaboration entre la Région et le GIP Genopole et qui permet au GIP de bénéficier d'une perspective pluriannuelle sur ces ressources de fonctionnement et précise notamment les mesures, actions et modalités de suivi sur les axes et objectifs prioritaires retenus sur la période 2021-23.

Cette convention a été complétée par un avenant précisant une liste d'indicateurs associés aux actions retenues par la convention initiale. Cet avenant n°1 a été adopté par la délibération CP 2021-065 du 21 janvier 2021, les autres articles de la convention initiale restant inchangés.

ARTICLE 1

Le présent avenant vise à ajouter un article additionnel 3.5 précisant une disposition s'appliquant à l'ensemble des organismes associés pour le contrôle de probité.

ARTICLE 3.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2 :

Le présent avenant vise à ajouter un article additionnel n°5 bis à la convention initiale en matière de protection des données à caractère personnel

Article 5 bis : Protection des données à caractère personnel

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère Personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et le GIP Genopole (ci-après, le Responsable de traitement Disjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement «disjoints».

La Région et le Responsable de traitement Disjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

La Région Île-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le Responsable de traitement Disjoint.

Ainsi, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les Parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des Parties étant destinataire de l'autre.

Les Parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution du présent contrat de convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, chacune des Parties s'engage à :

- informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;

- inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des Parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre Partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre Partie de ce fait.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre Partie, la Partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre Partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux

à Evry-Courcouronnes, le

à Saint-Ouen, le

Le Directeur général du GIP Genopole

La Présidente de la Région Ile-de-France

Gilles TRYSTRAM

Valérie PECRESSE

Annexe 2 - Avenant à la convention 21008964 - Prix Pépité 2021

Avenant à la convention n°21008964 relative au prix Pépité 2021

Entre

LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE,

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 2023 - 015 du 25 janvier 2023
ci-après dénommée « **la Région** »,

d'une part,

et

la FNEGE

dont le siège est situé au 2 avenue Hoche, 75008 Paris
représentée par son Président, Jean-Marc JANAILLAC
ci-après dénommé(e) « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

Modifie l'article 1 de la convention comme suit :

Par délibération N° CP 2021-353 du 22 septembre 2021, la Région Île-de-France a décidé de soutenir *la FNEGE* pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : 21008964.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 25 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 80 000 €, soit un montant maximum de subvention de 20 000 €.

ARTICLE 2 :

Modifie l'article 5 de la convention comme suit :

La subvention allouée par la Région est, au maximum :

- De 20 000 euros en crédits de fonctionnement, correspondant à 25 % des dépenses éligibles, soit 80 000€ TTC

ARTICLE 3 :

Adresse postale :

Conseil régional

PTRESOR/DRTT

2 RUE SIMONE VEIL

93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Tél. : 01 53 85 53 85

www.iledefrance.fr

La fiche projet figurant en annexe 1 de la délibération CP2021-353 est substituée par la fiche projet figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 4 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris, le

Le représentant légal

La Présidente de la Région Ile-de-France

Jean-Marc JANAILLAC

Valérie PECRESSE

Commission permanente du 22 septembre 2021 - CP2021-353 modifiée par CP 2023-015
du 25 janvier 2023

DOSSIER N° 21008964 - PRIX PEPITE ILE-DE-FRANCE 2021

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME
(Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192008-1800

Action : 19200803- Actions d'animation des acteurs de la valorisation et du
transfert

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	80 000,00 € TTC	25,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNEGE FOND NALE
ENSEIGNEMENT ENTREPRISE
Adresse administrative : 2 AV HOCHÉ
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Jean-Marc JANAILLAC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 1 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet démarre dès le début de l'année universitaire;

Description :

Le Prix PEPITE Ile-de-France 2021 a pour vocation d'encourager l'esprit d'entreprendre auprès des jeunes de l'enseignement supérieur, de renforcer le soutien à la création d'entreprises innovantes et de mieux accompagner le développement des projets qui émergent avec le soutien des Pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (PEPITE).

Il est réservé aux étudiants qui ont ou ont disposé du Statut National d'Etudiant-Entrepreneur. Il peut s'agir d'innovation technologique ou non-technologique. Les projets doivent prévoir la création d'une entreprise établie sur le territoire français. A noter que pour

cette édition, le PEPITE CY Entreprendre (CY Université) intègre officiellement le collectif des 7 autres PEPITE franciliennes.

Le Prix Pépite Île-de-France 2021 sera le point de lancement de la semaine CREATIV' au niveau régional, initiative portée par le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation au niveau national qui aura lieu du 1er au 8 octobre. Le financement régional permettra ainsi l'organisation d'un événement le jeudi, 30 septembre 2021 valorisant les lauréats. L'événement est prévu « en présentiel », dans les locaux de la Région, cependant le collectif des huit Pépite s'adaptera, si besoin, aux restrictions sanitaires en vigueur, en transformant l'événement en format hybride ou 100% virtuel.

Le prix récompensera les 40 lauréats régionaux ainsi que les 8 « champions » nationaux franciliens. Ils bénéficieront d'un accompagnement spécifique et de moyens pour la réalisation de leur projet (chèque expert de 2000€) ainsi que l'organisation d'un événement de remise des prix.

Détail de l'accompagnement des lauréats : organisation d'un séminaire avec des ateliers et rendez-vous experts, accompagnement renforcé + mises en relation partenaires et rencontre des lauréats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chèques expert de 2000€	70 000,00	87,50%
Frais d'organisation de l'évènement	5 000,00	6,25%
Temps/homme FNEGE (soutien organisation évènement et accompagnement, gestion des chèques experts, suivi des lauréats et communication)	5 000,00	6,25%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	25,00%
BPI / MESRI	60 000,00	75,00%
Total	80 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides :
De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)